

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40 259  
59019 LILLE Cedex

Lille, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**OVH**

2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel  
59100 Roubaix

Références : L1/JV

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement OVH implanté 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix. L'inspection a été annoncée le 07/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OVH
- 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix
- Code AIOT dans GUN : 0007003904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société OVH est spécialisée dans l'hébergement et le stockage de données informatiques. Elle exploite à cet effet 8 datacentres sur le territoire de la commune de Roubaix. Ces derniers accueillent des dizaines de salles de serveurs informatiques, alimentés en énergie par le réseau électrique.

Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 14 octobre 2021. Les activités visées par la nomenclature des installations classées reprises dans cet arrêté relèvent des rubriques :

- 3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW – Puissance de 135 MW – Autorisation
- 1185-2-a : Emploi dans des équipements clos en exploitant de gaz à effet de serre fluorés - quantité totale de 5 385 kg – Déclaration
- 2925-1 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques - puissance maximale de courant continu de 1500kW – Déclaration
- 4734-1 et 4734-2 : Stockage enterré et aérien de fioul domestiques - 315 m3 en cuves enterrées et 105 m3 en cuve aérienne - Déclaration

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- produits chimiques (FFF)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rubrique ICPE 1185	Décret du 22/10/2018, article /	/	/
Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Autre du 16/04/2014, article 13.3	/	/
Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79	/	/
Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	/	/
Interdiction d'utilisation des HCFC	Autre du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	/
Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89	/	/
Confinement	Autre du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	/	/
Détection des fuites	Autre du 16/04/2014, article 5	/	/
Détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	/	/
Registre	Autre du 16/04/2014, article 6	/	/
Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	/
Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	/
Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)	/	/
Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	/	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée sur la même thématique le 11 mars 2019, l'exploitant a mis en conformité ses équipements fonctionnant avec des fluides frigorigènes fluorés et s'est doté d'une GMAO permettant de répondre aux attentes réglementaires.

Aucune non-conformité n'a été mise en évidence lors de l'inspection du 17 janvier 2021. Les opérations de retrofit initiées depuis l'année 2020 visant à exploiter des fluides présentant un potentiel de réchauffement global moindre sont à poursuivre.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Rubrique ICPE 1185**

**Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article /**

**Prescription contrôlée :**

Décret créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

a) Supérieure à 800 l (A)

b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)

b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)

b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)

2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

**Constats :** L'arrêté préfectoral délivré le 14 octobre 2021 mentionne que l'établissement de Roubaix relève du régime de la déclaration pour la rubrique 1185-2.a, pour une quantité cumulée de fluide présente sur site de 5 385 kg.

L'ensemble des équipements fonctionne avec des HFC.

L'exploitant a initié depuis 2020 le retrofit de certains équipements en remplaçant des fluides à potentiel de réchauffement global (PRG) élevé (type R404A) pour des fluides présentant des potentiels moindres (type R442A).

Ces opérations de retrofit vont se poursuivre en 2022 et 2023. L'objectif étant de réduire d'un tiers la capacité des équipements de refroidissement exploités sur site exprimée en T<sub>es</sub> CO<sub>2</sub> (passage de 16 960 T<sub>eq</sub> CO<sub>2</sub> à 10 463).

**Type de suites proposées : Sans suite**

**Nom du point de contrôle : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé**

**Référence réglementaire :** Autre du 16/04/2014, article 13.3

**Prescription contrôlée :**

Règlement 517/2014

[...].

3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;

b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

[...].

**Constats :** L'établissement exploite encore sur le data centre Roubax 1 des équipements fonctionnant au R404A (PRG = 3900) et dont la charge est supérieure à 40 Teq CO2 (Comp\_RBX-1\_R-0\_SS-V1-1 ; Comp\_RBX-1\_R-1\_SS-V2-1 ; Comp\_RBX-1\_R-1\_SS-V2-2 ; Comp\_RBX-1\_R-2\_SS-V1-1 ; Comp\_RBX-1\_R-2\_SS-V1-2 ; Comp\_RBX-1\_R-2\_SS-V1-3).

L'exploitant ainsi que ses prestataires ont connaissance de l'interdiction de recharge avec des fluides neufs pour ce type d'équipements.

Les fiches d'intervention réalisées sur ces circuits pour l'année 2021 ont été consultées. Le seul contrôle périodique ayant mis en évidence une fuite concerne le compresseur 1 de la salle 2 de la sous-station V1. 40 kg de fluide régénéré ont été rechargés après réparation de la fuite.

A noter qu'il est prévu à court terme le passage en R442A de la sous station V2 (SS-V2) et la bascule sur une autre centrale de la SS-V1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Mise en service d'un équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79
<b>Prescription contrôlée :</b> Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
<b>Constats :</b> Plusieurs équipements répondant à ces critères ont été mis en service durant l'année 2021. Il a été demandé par sondage de consulter les fiches d'intervention relatives à la mise en service des 5 équipements de la salle UPS2 du data centre Roubaix 1. L'exploitant a produit ces documents qui attestent que les contrôles d'étanchéité ont bien été réalisés lors de la mise en service des équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Confinement – Carnet d'entretien des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
<b>Prescription contrôlée :</b> L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
<b>Constats :</b> L'ensemble des fiches d'intervention demandées par sondage ont été présentées par l'exploitant. Elles sont notamment disponibles immédiatement en consultant le système GMAO de l'établissement.  Les fiches consultées sont co-signées par l'opérateur et l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Interdiction d'utilisation des HCFC**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement ozone 1005/2009 Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite.  Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. Article 11.4 : 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
<b>Constats :</b> La société OVH n'exploite plus d'équipements fonctionnant avec des HCFC sur son site de Roubaix.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient un registre des opérations de recharge effectuées sur ses équipements. Il a été consulté pour les années 2020 et 2021. Au total, 21 opérations ont été réalisées sur ces 24 mois pour une quantité totale rechargée de 920 kg.  Les installations les plus anciennes (data centres Roubaix 1 et Roubaix 2) sont généralement concernées.  Par sondage, il a été demandé de consulter les fiches d'intervention de la sous station HK SS1 du data centre Roubaix 1, qui a été à l'origine de 5 fuites sur les années 2020 et 2021. Les contrôles périodiques sont réalisées selon un fréquentiel plus serré que prévu par la réglementation. De manière préventive, l'exploitant a en effet maintenu une fréquence de contrôles périodiques de 3 mois, alors que la fréquence réglementaire est de 6 mois en présence d'un système de détection automatique de fuites. Les contrôles périodiques n'ont mis en évidence aucun défaut d'étanchéité. Les opérations de recharge ont quant à elles été effectuées après réalisation des travaux (27/03/20, 28/10/20, 25/05/21, 21/06/21, 26/07/21). Il n'a été identifié aucune opération de recharge sur une installation fuyante. Quand des réparations s'avèrent impossibles à réaliser immédiatement, la section concernée est by-passée.
<b>Observations :</b> Les sous stations HK fonctionnent depuis le 14 janvier 2021 avec du R442A (PRG = 1888) et non plus de R404A (PRG = 3900).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Confinement**

**Référence réglementaire :** Autre du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3

**Prescription contrôlée :**

Règlement 517/2014

Article 3 [...]

2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.

3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.

Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

**Constats :** Les fiches d'intervention relatives aux 5 fuites survenues sur la SS 1 HK de Roubaix 1 mentionnent que les travaux ont été réalisés le jour même de l'intervention.

Interrogé sur le sujet en cas d'impossibilité de réparer immédiatement, l'exploitant indique que le circuit ou la section concerné est alors by-passée le temps de la réalisation des travaux (exemple : isolement du circuit de la centrale profroid SS2 de Roubaix 1 suite à une fuite non réparable survenue le 12/01/2022. Vu la fiche d'intervention, équipement non vu. L'exploitant affirme que la vignette « disque rouge » est apposée sur l'équipement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Détection des fuites**

**Référence réglementaire :** Autre du 16/04/2014, article 5

**Prescription contrôlée :**

Règlement 517/2014

Article 5

Systèmes de détection des fuites

1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :** L'ensemble des équipements dont la charge est supérieure à 500 Teq CO<sub>2</sub> sont équipés de système de détection de fuites de type DNI.

Ces équipements sont au nombre de 6 (les 3 sous stations HK de Roubaix 1 et les 3 sous stations PF de Roubaix 1).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Détection de fuites**

**Prescription contrôlée :**

I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.

L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

a) La pression ;

b) La température ;

c) Le courant du compresseur ;

d) Les niveaux de liquides ;

e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

<p>V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO2 ;</li> <li>-dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les DNI installés répondent aux dispositions de l'article 3 de l'AM du 29/02/16.</p> <p>Ils font l'objet d'une vérification annuelle (vus les rapports d'intervention des 08 et 09 juillet 2020 et des 12 et 13 juillet 2021).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Nom du point de contrôle : Registre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/04/2014, article 6</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement 517/2014 :  Tenue de registres  1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;</li> <li>b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;</li> <li>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</li> <li>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</li> <li>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</li> <li>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</li> <li>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'ensemble de ces informations sont renseignées dans la GMAO de l'établissement. L'exploitant pourra s'interroger sur la pertinence d'élaborer un registre par équipement récapitulant l'ensemble des informations listées dans le règlement 517/2014.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Nom du point de contrôle : Contrôle périodique des équipements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Cf le texte d'origine pour déterminer la fréquence de contrôle périodique selon l'équipement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une GMAO lui permettant de planifier les interventions sur ses installations fonctionnant avec des fluides frigorigènes fluorés dont les contrôles d'étanchéité périodiques. Ces fréquences sont également reprises dans le registre des équipements. Ce dernier ainsi que les fiches consultées par sondage n'ont pas mis en évidence de non respect des fréquences périodiques minimales réglementaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Nom du point de contrôle : Contrôle périodique des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Prescription contrôlée :</b> Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.  La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.  La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<b>Constats :</b> Vu circuit salle network centre Roubaix 8.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Identification et connaissance des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b> Article 3.2 : étiquetage non abordé.  Article 3.3 : état des stocks : vu et tenu à jour.  A noter que la SS1 PF de Roubaix 1 apparaît comme fonctionnant au R442A dans le registre alors que la liste des opérations de retrofit mentionne du R470B. Mettre à jour en conséquence le registre erroné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Attestations des opérateurs**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78

**Prescription contrôlée :**

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

**Constats :** L'exploitant travaille avec 2 prestataires qui disposent chacun d'une attestation de capacité valide d'après la base SYDEREP :

Declercq et Debruyne – attestation 395285

FRIGETEC – attestation 35113

**Type de suites proposées :** Sans suite